

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

| Destinations | Abonnement 1 an | | Abonnement 6 mois | |
|---|-----------------|-----------|-------------------|-----------|
| | Ordinaire | Avion | Ordinaire | Avion |
| Togo, France et autre pays d'expression Française | 1 300 frs | 3 300 frs | 800 frs | 1 700 frs |
| Etranger | 1 600 frs | 3 750 frs | 900 frs | 2 300 frs |

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs
Etranger : Port en sus

ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B. P. 891 — Tél. : 21-37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne 80 frs

Minimum 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION;

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

1985

5 sept. — Ordonnance No 85/16 portant autorisation de création d'une institution financière. 2

5 sept. — Ordonnance No 85/17 portant approbation d'un contrat complémentaire de consolidation de dettes avec la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW). 2

DECRETS

1985

10 juin — Décret No 85-107 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono. 3

2 sept. — Décret No 85-141 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono. 3

2 sept. — Décret No 85-142 modifiant le décret 69-139 du 9-7-69 portant organisation et attributions de l'administration des douanes. 3

3 sept. — Décret No 85-143 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono. 3

5 sept. — Décret No 85-144 ordonnant la publication du protocole portant amendement de la convention relative à l'aviation civile internationale (article 3 bis), signé à Montréal le 10 mai 1984. 3

Le texte du protocole 4

5 sept. — Décret No 85-145 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono. 5

6 sept. — Décret No 85-146 portant nomination. 5

6 sept. — Décret No 85-147 portant nomination. 6

6 sept. — Décret No 85-148 portant nomination. 6

9 sept. — Décret No 85-149 portant nomination de chefs de canton. 6

12 sept. — Décret No 85-150 relatif à la fermeture de la campagne d'achat des arachides récolte 1984/85 6

12 sept. — Décret No 85-151 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat de l'arachide et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1985/86. 7

17 sept. — Décret No 85 /152 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise auprès du Royaume de Belgique et d'un représentant permanent du Togo auprès de la C.E.E. à Bruxelles. 7

17 sept. — Décret No 85/153 portant création d'un consulat honoraire de la République togolaise à Nice (France) 7

17 sept. — Décret No 85/154 portant nomination d'un consul honoraire de la République togolaise à Nice (France) 7

23 sept. — Décret No 85/155 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono. 8

17 oct. — Décret No 85-156 déclarant d'utilité publique l'aménagement du terrain urbain objet du titre foncier No 16089 RT sis à Lomé — Tokoin Agoué-Nyivé 8

17 oct. — Décret No 85-157 portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef. 8

23 oct. — Décret No 85/160 relatif à la fermeture de la campagne d'achat du cacao récolte intermédiaire 1985..... 8

23 oct. — Décret No 85-161 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du cacao et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo, pour la récolte principale 1985/86. 9

| | |
|---|----|
| 24 oct. — Décret No 85-162 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'ordre du Mono | 10 |
| 28 oct. — Décret No 85-163 portant nomination des membres de la cour de sûreté de l'Etat. | 10 |
| 4 nov. — Décret No 85-164 ordonnant la publication de l'accord commercial entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République socialiste Tchécoslovaque, signé à Lomé le 14 avril 1982. | 10 |
| Le texte de l'accord. | 11 |
| 15 nov. — Décret No 85-165 portant nomination d'assesseur suppléant du tribunal spécial pour la répression des détournements de deniers publics. | 12 |
| 15 nov. — Décret No 85-166 ordonnant la publication de l'accord portant création de la commission mixte Yougoslavo-Togolaise de coopération économique, scientifique, et technique, signé à Belgrade le 4 octobre 1984. | 12 |
| Le texte de l'accord. | 13 |
| 15 nov. — Décret No 85-167 ordonnant la publication de l'accord commercial entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République populaire Démocratique de Corée, signé à Lomé le 3 septembre 1984. | 13 |
| Le texte de l'accord. | 14 |
| 20 nov. — Décret No 85-168 accordant grâce individuelle. | 15 |
| 21 nov. — Décret No 85-169 portant nomination de préfets, de sous-préfets et d'adjoints aux préfets. | 15 |
| 22 nov. — Décret No 85-170 accordant grâce individuelle. | 16 |

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

ORDONNANCE N° 85-16 du 5 septembre 1985, portant autorisation de création d'une institution financière.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du ministre des affaires étrangères et de la coopération et du ministre de l'économie et des finances ;

Vu l'article 35 de la constitution ;

Vu l'ordonnance No 23 du 17 juin 1975 portant réglementation bancaire ;

Vu le décret No 76-15 du 16 février 1976 définissant les conditions d'application de l'ordonnance du 17 juin 1975 précitée ;

Vu le décret No 84-165 du 13 septembre 1984 portant remaniement du gouvernement ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la création en République togolaise d'une institution financière dénommée ECOBANK Transnational Incorporated.

Art. 2 — ECOBANK Transnational Incorporated sera une personne morale de droit privé constituée sous la forme de société anonyme.

Art. 3 — Quels que soient le capital initial de

ECOBANK Transnational Incorporated à la date de sa constitution définitive et la monnaie dans laquelle il est exprimé, la société ne commencera ses activités que si la part du capital intégralement libéré n'est pas inférieure à un montant dont l'équivalent en francs CFA est de dix milliards.

Art. 4 — ECOBANK Transnational Incorporated sera régie par :

— La présente ordonnance

— Ses statuts

— A titre subsidiaire, la législation en vigueur en République togolaise dans la mesure où il n'y est pas dérogé par la présente ordonnance ou par l'accord de siège.

Art. 5 — Les conditions de l'exercice des activités de ECOBANK Transnational Incorporated seront déterminées dans un accord de siège entre la République togolaise et ECOBANK Transnational Incorporated.

Art. 6 — Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 5 septembre 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

ORDONNANCE N° 85-17 du 5 septembre 1985, portant approbation d'un contrat complémentaire de consolidation de dettes avec la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de l'économie et des finances ;

Vu l'article 35 de la constitution ;

Vu la loi No 85-01 du 29 janvier 1985 portant loi de finances pour la gestion 1985 ;

Vu l'accord intergouvernemental entre la République Togolaise et la République Fédérale d'Allemagne signé le 27 janvier 1984 ;

Vu le décret No 84-165 du 13 septembre 1984 portant remaniement du gouvernement ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est approuvé le contrat complémentaire de consolidation de dettes (consolidation de dettes III, 1982/1983), d'un montant de neuf millions cent soixante et un mille deux cent onze virgule trente quatre (9.161.211,34) Deutsche Mark (DM), signé entre la République togolaise et la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) à Francfort-sur-le-Main (RFA) le 3 décembre 1984.

Art. 2 — Le présent contrat peut être consulté au ministère de l'économie et des finances.

Art. 3 — Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 5 septembre 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

D E C R E T S

DECRET N° 85-107 du 10 juin 1985, portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'ordre du Mono.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, spécialement en son article 15 ;
Vu la loi N° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono ;
Vu le décret N° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée,

D E C R E T E :

Article premier — A l'occasion de la visite d'Etat en France du 10 au 13 juin 1985 de Son Excellence Le Général Gnassingbé Eyadéma, président-fondateur du R.P.T., président de la République togolaise, est nommé au Grade d'Officier de l'Ordre du Mono,

M. FINEL Bruno — journaliste.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 10 juin 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-141 du 2 septembre 1985, portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, spécialement en son article 15 ;
Vu la loi N° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono ;
Vu le décret N° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée,

D E C R E T E :

Article premier — A l'occasion de son départ définitif du Togo, Le lieutenant-colonel Hamelin Albert Louis — pilote, commandant le groupement aérien togolais (GAT), est nommé à titre exceptionnel et étranger officier de l'Ordre du Mono.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 2 septembre 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-142 du 2 septembre 1985, modifiant le décret 69-139 du 9/7/69, portant organisation et attributions de l'administration des douanes.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de l'économie et des finances ;
Vu la constitution notamment en son article 15 ;
Vu le décret N° 69-139 du 9/7/69 portant organisation et attributions de l'administration des douanes ;
Vu le décret N° 84-165 du 13 septembre 1984 fixant la composition du gouvernement ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — Les articles 9 et 10 du décret 69-139 du 9/7/69 portant organisation et attributions de l'administration des douanes, sont modifiés comme suit :

Article 9 nouveau : Le territoire douanier est divisé en quatre subdivisions. Les subdivisions dépendent de l'inspection des subdivisions dont le siège est à Lomé.

L'inspecteur des subdivisions douanières et les chefs de subdivision, sont nommés par le ministre de l'économie et des finances sur proposition du directeur général des douanes.

Article 10 nouveau :

1°) Les quatre subdivisions visées à l'article 9 ci-dessus sont :

- La subdivision douanière maritime
- La subdivision douanière des plateaux
- La subdivision douanière du centre
- La subdivision douanière des savanes.

2°) Le siège et la compétence territoriale de chaque subdivision, seront déterminés par arrêté du ministre de l'économie et des finances.

Art. 2 — Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 2 septembre 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-143 du 3 septembre 1985, portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, spécialement en son article 15 ;
Vu la loi N° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono ;
Vu le décret N° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée,

D E C R E T E :

Article premier — A l'occasion de sa visite au Togo, M. Jacques Bellin, directeur général international — groupe hôtelier Wagons-Lits, est nommé à titre exceptionnel et étranger, officier de l'Ordre du Mono.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 3 septembre 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-144 du 5 septembre 1985, ordonnant la publication du protocole, portant amendement de la convention relative à l'aviation civile internationale (article 3 bis), signé à Montréal le 10 mai 1984.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;

Vu la constitution, spécialement en ses articles 15 et 43 ;

Vu l'ordonnance No 85-9 du 28 mars 1985 autorisant la ratification du protocole portant amendement de la convention relative à l'aviation civile internationale (article 3 bis), signé à Montréal le 10 mai 1984,

DECRETE :

Article premier — Le protocole portant amendement de la convention relative à l'aviation civile internationale (article 3 bis), signé à Montréal le 10 mai 1984 et dont l'instrument de ratification a été déposé le 5 juillet 1985, sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 5 septembre 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

PROTOCOLE, portant amendement de la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale, signé à Montréal le 10 mai 1984.

L'ASSEMBLEE DE L'ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

S'Etant Réunie à Montréal, le 10 mai 1984, en sa vingt-cinquième session (extraordinaire).

Ayant Pris Acte que l'aviation civile internationale peut grandement aider à créer et à préserver entre les nations et les peuples du monde l'amitié et la compréhension, alors que tout abus qui en serait fait, peut devenir une menace pour la sécurité générale,

Ayant Pris Acte qu'il est désirable d'éviter toute mésentente entre les nations et les peuples et de promouvoir entre eux la coopération dont dépend la paix du monde,

Ayant Pris Acte qu'il est nécessaire que l'aviation civile internationale puisse se développer de manière sûre et ordonnée

Ayant Pris Acte que conformément aux considérations élémentaires d'humanité, la sécurité et la vie des personnes se trouvant à bord des aéronefs civils doivent être assurées,

Ayant Pris Acte du fait que, dans la Convention relative à l'Aviation civile internationale faite à Chicago le 7 décembre 1944, les Etats contractants,

— reconnaissent que chaque Etat a la souveraineté complète et exclusive sur l'espace aérien au-dessus de son territoire,

— s'engagent à tenir dûment compte de la sécurité de la navigation des aéronefs civils lorsqu'ils établissent des règlements pour leurs aéronefs d'Etat, et

— conviennent de ne pas employer l'aviation civile à des fins incompatibles avec les buts de la Convention,

Ayant Pris Acte de la détermination des Etats contractants de prendre des mesures appropriées visant à empêcher la violation de l'espace aérien des autres Etats et l'utilisation de l'aviation civile à des

fins incompatibles avec les buts de la Convention et de renforcer la sécurité de l'aviation civile internationale,

Ayant Pris Acte du désir général des Etats contractants de réaffirmer le principe de non-recours à l'emploi des armes contre les aéronefs civils en vol,

1. DECIDE qu'il est souhaitable d'amender en conséquence la Convention relative à l'Aviation civile internationale, faite à Chicago le 7 décembre 1944,

2. APPROUVE, conformément aux dispositions de l'article 94, alinéa a), de la Convention mentionnée ci-dessus, l'amendement ci-après qu'il est proposé d'apporter à la dite Convention : Insérer, après l'article 3, un nouvel article 3 bis :

« Article 3 bis

a) Les Etats contractants reconnaissent que chaque Etat doit s'abstenir de recourir à l'emploi des armes contre les aéronefs civils en vol et qu'en cas d'interception, la vie des personnes se trouvant à bord des aéronefs et la sécurité des aéronefs ne doivent pas être mise en danger. Cette disposition ne saurait être interprétée comme modifiant de quelque manière que ce soit les droits et obligations des Etats en vertu de la Charte des Nations Unies.

b) Les Etats contractants reconnaissent que chaque Etat, dans l'exercice de sa souveraineté, est en droit d'exiger l'atterrissage, à un aéroport désigné, d'un aéronef civil qui, sans titre, survole son territoire ou s'il y a des motifs raisonnables de couclure qu'il est utilisé à des fins incompatibles avec les buts de la présente Convention ; il peut aussi donner à cet aéronef toutes autres instructions pour mettre fin à ces violations. A cet effet, les Etats contractants peuvent recourir à tous moyens appropriés compatibles avec les règles pertinentes du droit international, y compris des dispositions pertinentes de la présente Convention, spécifiquement l'alinéa a) du présent article. Chaque Etat contractant convient de publier ses règlements en vigueur pour l'interception des aéronefs civils.

c) Tout aéronef civil doit respecter un ordre donné conformément à l'alinéa b) du présent article. A cette fin, chaque Etat contractant prend toutes les mesures nécessaires dans ses lois ou règlements nationaux pour faire obligation à tout aéronef immatriculé dans ledit Etat ou utilisé par un exploitant qui a le siège principal de son exploitation ou sa résidence permanente dans ledit Etat de se conformer à cet ordre. Chaque Etat contractant rend toute violation de ces lois ou règlements applicables passible de sanctions sévères et soumet l'affaire à ses autorités compétentes conformément à son droit interne.

d) Chaque Etat contractant prendra des mesures appropriées pour interdire l'emploi délibéré de tout aéronef civil immatriculé dans ledit Etat ou utilisé par un exploitant qui a le siège principal de son exploitation ou sa résidence permanente dans ledit Etat à des fins incompatibles avec les buts de la présente Convention. Cette disposition ne porte pas atteinte à l'alinéa a) et ne déroge pas aux alinéas b) et c) du présent article. ».

3. FIXE, conformément à la disposition dudit article 94, alinéa a), de ladite Convention, à cent

deux le nombre d'Etats contractants dont la ratification est nécessaire à l'entrée en vigueur dudit amendement, et

4. DECIDE que le Secrétaire général de l'Organisation de l'Aviation civile internationale établira en langues françaises, anglaise, espagnole et russe, chacune faisant également foi, un protocole concernant l'amendement précité et comprenant les dispositions ci-dessous :

a) Le protocole sera signé par le Président et le Secrétaire général de l'Assemblée.

b) Le protocole sera ouvert à la ratification de tout Etat qui aura ratifié la Convention relative à l'Aviation civile internationale ou y aura adhéré.

c) Les instruments de ratification seront déposés auprès de l'Organisation de l'Aviation civile internationale.

d) Le protocole entrera en vigueur à l'égard des Etats qui l'auront ratifié le jour du dépôt du cent deuxième instrument de ratification.

e) Le Secrétaire général notifiera immédiatement à tous les Etats contractants la date du dépôt de chaque instrument de ratification du protocole.

f) Le Secrétaire général notifiera immédiatement à tous les Etats qui sont parties à ladite Convention la date à laquelle ledit protocole entrera en vigueur.

g) Le protocole entrera en vigueur, à l'égard de tout Etat contractant qui l'aura ratifié après la date précitée, dès que cet Etat aura déposé son instrument de ratification auprès de l'Organisation de l'Aviation civile internationale.

EN CONSEQUENCE, conformément à la décision ci-dessus de l'Assemblée,

Le présent protocole a été établi par le Secrétaire général de l'Organisation.

EN FOI DE QUOI, le Président et le Secrétaire général de la vingt-cinquième session (extraordinaire) de l'Assemblée de l'Organisation de l'Aviation civile internationale, dûment autorisés à cet effet par l'Assemblée, ont apposé leur signature au présent protocole.

FAIT à Montréal le 10 mai de l'an mil neuf cent quatre-vingt-quatre, en un seul document dans les langues française, anglaise, espagnole et russe, chacun des textes faisant également foi. Le présent protocole sera déposé dans les archives de l'Organisation de l'Aviation civile internationale et des copies certifiées conformes seront transmises par le Secrétaire général de l'Organisation à tous les Etats parties à la Convention relative à l'Aviation civile internationale faite à Chicago le 7 décembre 1944.

Assad Kotaite
Président de la 25e session
(extraordinaire) de l'Assemblée

Yves Lambert
Secrétaire général

DECRET N° 85-145 du 5 septembre 1985 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, spécialement en son article 15 ;

Vu la loi No 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono ;

Vu le décret No 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée,

DECRETE :

Article premier — A l'occasion de son départ définitif du Togo, M. Asplund Gunnar, représentant du PNUD au Togo, est nommé à titre exceptionnel et étranger Officier de l'Ordre du Mono.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 5 septembre 1985

Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 85-146 du 6 septembre 1985 portant nomination.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu l'article 16 de la constitution ;

Vu l'ordonnance No 78-35 du 7 septembre 1978 portant organisation judiciaire,

Vu le décret No 77-210 du 6 décembre 1977 portant statut de la magistrature ;

Vu la loi No 81-4 du 30 mai 1981 déterminant l'organisation et le fonctionnement de la cour suprême,

DECRETE :

Article premier — M. Awanyoh Kossi, magistrat du 1er grade, 3e échelon, est nommé conseiller à la chambre judiciaire de la cour suprême.

Art. 2 — Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 6 septembre 1985

Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 85-147 du 6 septembre 1985 portant nomination.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu l'article 16 de la constitution ;

Vu l'ordonnance No 78-35 du 7 septembre 1978 portant organisation judiciaire,

Vu le décret No 77-210 du 6 décembre 1977 portant statut de la magistrature ;

Vu le décret No 80-251 du 21 octobre 1980 fixant le siège, la classe, le ressort des juridictions ordinaires et l'effectif des magistrats qui y sont attachés,

DECRETE :

Article premier — M. Pedanou Kodjovi, magistrat de 1er grade 3e échelon est nommé vice-président de la cour d'appel de Lomé.

Art. 2 — Mme Gayibor Akuélé, magistrat de 2e grade 2e échelon est nommée conseiller à la cour d'appel de Lomé.

Art. 3 — Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret

qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 6 septembre 1985
Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 85-148 du 6 septembre 1985 portant nomination

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice ;
Vu l'article 16 de la constitution ;
Vu l'ordonnance No 78-35 du 7 septembre 1978 portant organisation judiciaire ;
Vu le décret No 77-210 du 6 décembre 1977 portant statut de la magistrature
Vu le décret No 80-251 du 21 octobre 1980 fixant le siège, la classe, le ressort des juridictions ordinaires et l'effectif des magistrats qui y sont attachés,

DECRETE :

Article premier — M. Anani Missiaménou, magistrat du 2^e grade, 2^e échelon, est nommé président du tribunal de première instance de première classe de Lomé.

Art. 2 — Mme Nana Awa Léni, magistrat du 2^e grade 2^e échelon est nommée vice-président du tribunal de première instance de première classe de Lomé.

Art. 3 — Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 6 septembre 1985
Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 85-149 du 9 septembre 1985 portant nomination de chefs de canton.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu l'article 16 de la constitution ;
Vu le décret No 59-121 du 3 août 1959 modifiant l'arrêté No 49-951/APA du 2^e décembre 1949 portant réorganisation du commandement autonome au Togo ;
Vu les procès-verbaux des consultations populaires organisées à Fandé, Solla et Kéao (préfecture de la Bihah).

DECRETE :

Article premier — Sont nommés chefs de canton dans la préfecture de la Bihah, les personnes dont les noms suivent, désignées par voie élective :

MM. Botcho Kara, chef de canton de Lama-Dessi
Atako Saki, chef de canton de Solla

Adjagba Alassani, chef de canton de Kéao.

Art. 2 — MM. Botcho Kara, chef de canton de Lama-Dessi et Adjagba Alassani, chef de canton de Kéao percevront chacun des indemnités annuelles de fonctions de cent quatre-vingt mille (180.000) francs.

M. Atako Saki, chef de canton de Solla, percevra des indemnités annuelles de fonctions de cent vingt mille (120.000) francs.

La dépense est imputable au budget général gestion 1985, section 15, chapitre 21, article 00 00, paragraphe 12.

Art. 3 — Le présent décret, qui a effet pour compter de la date de prise de fonction des intéressés, sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 septembre 1985
Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 85-150 du 12 septembre 1985 relatif à la fermeture de la campagne d'achat des arachides récolte 1984/85.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports ;
Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;
Vu la loi No 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du TOGO (OPAT) ;
Vu le décret No 84-168 du 18 septembre 1984 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat, les prix à payer aux producteurs et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du TOGO pour la récolte d'arachides 1984/85 ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La date de fermeture de la campagne d'achat des arachides de la récolte 1984/85 est fixée au 14 septembre 1985.

Art. 2 — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 12 septembre 1985
Général G. Eyadéma

DECRET N° 85-151 du 12 septembre 1985 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat de l'arachide et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1985/86.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports ;
Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;
Vu la loi No 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du TOGO (OPAT) ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La date de la campagne d'achat des arachides de la récolte 1985/86 est fixée au 16 septembre 1985.

Art. 2 — Les prix d'achat aux producteurs des arachides de ladite récolte sont fixés comme suit en tous points de traite :

— Arachides en coques : 105 F le kilogramme
— Graines d'arachides décortiquées : 175 F le kilogramme

Art. 3 — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) est fixée à 193 390 F CFA la tonne de graines d'arachides décortiquées.

Art. 4 — Les montants des frais de transport supplémentaires que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

| | | |
|-------------------------|---|------------------------|
| Préfecture de Tône | = | 14 680 francs la tonne |
| Préfecture de l'Oti | = | 12 520 francs la tonne |
| Préfecture de la Kéran | = | 9 850 francs la tonne |
| Préfecture de Doufelgou | = | 9 040 francs la tonne |
| Préfecture de la Binah | = | 9 280 francs la tonne |
| Région de Kéto | = | 8 830 francs la tonne |
| Préfecture de la Kozah | = | 8 200 francs la tonne |
| Préfecture de Bassar | = | 7 630 francs la tonne |
| Préfecture d'Assoli | = | 7 420 francs la tonne |
| Préfecture de Tchamba | = | 6 970 francs la tonne |
| Préfecture de Tchaoudjo | = | 6 970 francs la tonne |
| Région de Tohou | = | 660 francs la tonne |
| Région de Kpékplémé | = | 1 080 francs la tonne |
| Préfecture de Sotouboua | = | 4 170 francs la tonne |

Le remboursement des frais est subordonné à la présentation des tickets de conditionnement afférent à ces transports.

Art. 5 — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 12 septembre 1985

Général G. Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DES ARACHIDES
BAREME ARACHIDES 1985/86
(Arachides décortiquées)

| | F CFA la tonne |
|---|----------------|
| <i>Prix d'achat aux producteurs</i> | 175 000 |
| 1 — Commission acheteur produit | 860 |
| 2 — Transport au centre de collecte | 2 000 |
| 3 — Manutention loyer magasin acheteur agréé | 365 |
| 4 — Transport Atakpamé — Lomé | 5 000 |
| | 8 225 |
| <i>Valeur nu-basculé Lomé</i> | 183 225 |
| 5 — Financement 10% sur 1 mois 1/2 V. L. M. | 2 347 |
| 6 — Frais généraux fixes | 2 185 |
| | 4 532 |
| <i>Valeur loco-magasin Lomé</i> | 187 757 |
| 7 — Déchets 0,5% V. L. M. | 939 |
| 8 — Commission acheteur agréé (2,5% V. L. M.) | 4 694 |
| | 5 633 |
| <i>Valeur à facturer à l'OPAT</i> | 193 390 |

N. B. : Les sacs consignés non retournés sont facturés à 500 F la pièce.

DECRET N° 85-152 du 17 septembre 1985, portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise auprès du Royaume de Belgique et d'un représentant permanent du Togo auprès de la C.E.E. à Bruxelles.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu l'article 15 de la constitution,
 Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;

DECRETE :

Article premier — M. Ekoué K. Assiongbon, ingénieur agronome, est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise auprès du Royaume de Belgique et représentant permanent du Togo auprès de la C.E.E.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 17 septembre 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-153 du 17 septembre 1985, portant création d'un consulat honoraire de la République togolaise à NICE (France).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu la constitution, notamment en ses articles 15, 32 et 34 ;

DECRETE :

Article premier — Il est créé à Nice (France) un consulat honoraire de la République togolaise.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 17 septembre 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-154 du 17 septembre 1985, portant nomination d'un consul honoraire de la République togolaise à NICE (France).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu la constitution, notamment en ses articles 15, 16, 32 et 34 ;

Vu le décret N° 85-153 du 17 septembre 1985 portant création d'un consulat honoraire de la République togolaise à NICE (France).

Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;

DECRETE :

Article premier — M. Jean de Gouttes, est nommé consul honoraire de la République togolaise à Nice

avec juridiction sur la Provence, Côte d'Azur et Corse.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 17 septembre 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-155 du 23 septembre 1985, portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, spécialement en son article 15 ;

Vu la loi N° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono ;

Vu le décret N° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée,

DECRETE :

Article premier — A l'occasion de son départ définitif du Togo, M. Jean Plazanet — conseiller juridique près le président de la République, est nommé à titre exceptionnel et étranger, officier de l'Ordre du Mono.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 23 septembre 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-156 du 17 octobre 1985, déclarant d'utilité publique l'aménagement du terrain urbain objet du titre foncier N° 16089 RT sis à Lomé .. Tokoin Agoué-Nyivé.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu la constitution en date du 9 janvier 1980 ;

Vu le décret N° 45-2016 du 1er septembre 1945 réglementant au Togo l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu les nécessités de l'Etat ;

Le conseil des ministres attendu,

DECRETE :

Article premier — Est déclaré d'utilité publique l'aménagement d'un terrain urbain de 6 has 74 as 78 cas, situé à Lomé — Tokoin Agoué-Nyivé et limité

— Au nord par le titre foncier n° 4.100 RT

— Au sud par le titre foncier N° 8.323 RT appartenant à la Brasserie du Bénin

— A l'est par la route Lomé — Atakpamé

— Et à l'ouest par l'emprise de la voie ferrée Lomé — Atakpamé.

Ledit terrain appartient aux héritiers Azuma Akolitsè, représentés par M. Adoglo Yibor Akolitsè.

Art. 2 — Le ministre de l'économie et des finances est autorisé à prendre par voie d'arrêté les autres mesures relatives à la procédure d'expropriation qui en découlent.

Art. 3 — Le ministre de l'économie et des finances et le ministre de l'équipement, des mines et des postes

et télécommunications, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 17 octobre 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-157 du 17 octobre 1985, portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution,

Vu le décret N° 59-121 du 3 août 1959 modifiant l'arrêté N° 49-951/APA 2 décembre 1919 portant réorganisation du commandement autochtone au Togo,

Vu le procès-verbal du conseil de famille réuni à Vogan le 2 juillet 1983,

DECRETE :

Article premier — Est et demeure rapporté le décret n° 84-178 du 15 octobre 1984, portant reconnaissance de la désignation coutumière du régent de Vogan.

Art. 2 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation coutumière de M. Kalipé Homéfa Agbénohévi, en qualité de chef traditionnel de Vogan, en remplacement de Kpassou Kalipé II, décédé.

Art. 3 — Il est alloué à M. Kalipé Homéfa Agbénohévi, chef traditionnel de Vogan, des indemnités annuelles de fonctions de deux cent quarante mille (240.000) francs.

La dépense est imputable au budget général gestion 1985, section 15, chapitre 21, article 00 00, paragraphe 12.

Art. 4 — Le présent décret, qui a effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 octobre 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-160 du 23 octobre 1985 relatif à la fermeture de la campagne d'achat du cacao récolté intermédiaire 1985

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports ;

Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu la loi N° 61-9 du 22 juin 1961 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;

Vu le décret N° 85-135 du 2 août 1985 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat du cacao et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte intermédiaire 1985 ;

DECRETE :

Article premier La date de fermeture de la campagne d'achat du cacao de la récolte intermédiaire 1985 est fixée au 31 octobre 1985.

Art. 2 — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'amé-

nagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **journal officiel** de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 23 octobre 1985

Le président de la République
Général G. EYADEMA

DECRET N° 85-161 du 23 octobre 1985 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du cacao et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo, pour la récolte principale 1985/86

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports ;
Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;
Vu la loi N° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La date d'ouverture de la campagne d'achat du cacao de la récolte principale 1985-86 est fixée au 4 novembre 1985.

Art. 2 — Les prix d'achat au producteur du cacao en fèves conforme aux normes du conditionnement sont fixés comme suit pour les différentes qualités en tous points de traite :

Cacao supérieur et courant : 330 francs le kilogramme

Cacao limite grade I : 115 francs le kilogramme

Cacao limite grade II : 95 francs le kilogramme

Art. 3 — Par application des barèmes des frais de commercialisation ci-joints, les valeurs à facturer à l'office des produits agricoles du Togo sont fixées à 361 091 francs CFA la tonne pour le cacao de la qualité supérieure et courante, à 134 859 francs CFA la tonne pour le cacao de la qualité limite grade I et à 113 898 francs CFA la tonne pour le cacao limite grade II.

Art. 4 — Les montants des frais de transports supplémentaires que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

Région de Litimé : 3 000 frs la tonne

Région d'Akposso-Nord : 2 300 frs la tonne

Région d'Akposso-Plateau : 2 300 frs la tonne

Région de Pagala : 2 300 frs la tonne

Région de Dayes : 2 300 frs la tonne

Région d'Akébou : 2 300 frs la tonne.

Le remboursement des frais est subordonné à la présentation des tickets de conditionnement afférents à ces transports..

Art. 5 — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 23 octobre 1985

Le président de la République
Général G. EYADEMA

CAMPAGNE D'ACHAT DU CACAO
Barème cacao RP 1985/86

| | F CFA la tonne |
|--|----------------|
| Prix d'achat au producteur | 330 000 |
| 1 Commission acheteur produit | 1 505 |
| 2 Manutention loyer magasin acheteur produit | 446 |
| 3 Transport au centre de collecte | 2 000 |
| | 3 951 |
| Valeur Nu-Bascule centre de collecte | 333 951 |
| 4 Manutention loyer magasin acheteur agréé | 751 |
| 5 Transport Lomé | 5 000 |
| | 5 751 |
| Valeur Nu-Bascule Lomé | 339 702 |
| 6 Déchets 0,25% V.N.B. | 849 |
| 7 Financement 10% pour un mois 1/2 V.L.M. | 4 361 |
| 8 Frais généraux fixes | 3 968 |
| | 9 178 |
| Valeur loco-magasin Lomé | 348 880 |
| 9 Commission acheteur agréé 3,5% sur V.L.M. | 12 211 |
| Valeur à facturer à l'OPAT | 361 091 |

N.B. — Les sacs non retournés sont facturés au prix de 500 frs la pièce.

CAMPAGNE D'ACHAT DU CACAO
BAREME CACAO LIMITE 1985/86 GRADE I

| | Francs CFA la tonne |
|--|---------------------|
| Prix d'achat au producteur | 115 000 |
| 1 Commission acheteur produit | 1 505 |
| 2 Manutention loyer magasin acheteur produit | 446 |
| 3 Transport au centre de collecte | 2 000 |
| | 3 951 |
| Valeur nu-bascule centre de collecte | 118 951 |
| 4 Manutention loyer magasin acheteur agréé | 751 |
| 5 Transport Lomé | 5 000 |
| | 124 702 |
| Valeur nu-bascule Lomé | 124 702 |
| 6 Financement 10 % pour un mois 1/2 V.L.M. | 1629 |
| 7 Frais généraux fixes | 3 968 |
| | 130 299 |
| Valeur loco-magasin Lomé | 130 299 |
| 8 Commission acheteur agréé 3,5% sur V.L.M. | 4 560 |
| Valeur à facturer à l'OPAT | 134 859 |

N.B. — Les sacs non retournés sont facturés à 500 frs la pièce.

**CAMPAGNE D'ACHAT DU CACAO
BAREME CACAO LIMITE 1985/86 GRADE II**

Francs CFA la tonne

| | |
|--|----------------|
| Prix d'achat au producteur | 95 000 |
| 1 Commission acheteur produit | 1 505 |
| 2 Manutention loyer magasin acheteur produit | 446 |
| 3 Transport au centre de collecte | 2 000 |
| | <hr/> 3 951 |
| Valeur nu-basculer centre de collecte | 98 951 |
| 4 Manutention loyer magasin acheteur agréé | 751 |
| 5 Transport Lomé | 5 000 |
| | <hr/> 5 751 |
| Valeur nu-basculer Lomé | 104 702 |
| 6 Financement 10 % pour un mois 1/2 V.L.M. | 1 376 |
| 7 Frais généraux fixés | 3 988 |
| | <hr/> 5 344 |
| Valeur Loco-magasin Lomé | 110 046 |
| 8 Commission acheteur agréé 3,5 % sur V.L.M. | 3 852 |
| Valeur à facturer à l'OPAT | 113 898 |
| N.B. — Les sacs non retournés sont facturés à 500 francs la pièce. | |

DECRET N° 85-162 du 24 octobre 1985 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, spécialement en son article 15 ;

Vu la loi N° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono ;

Vu le décret N° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée,

DECRETE :

Article premier — A l'occasion de la visite officielle en République Fédérale d'Allemagne du 28 octobre au 1er novembre 1985 de Son Excellence Le Général Gnassingbé Eyadéma, président-fondateur du Rassemblement du Peuple Togolais, président de la République togolaise, est élevé à la dignité du Grand Croix de l'Ordre du Mono, Son Excellence M. Richard Weizsacker, président de la République Fédérale d'Allemagne.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 24 octobre 1985
Général G. EYADEMA

DECRET N° 85-163 du 28 octobre 1985 portant nomination des membres de la cour de sûreté de l'Etat.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu l'article 16 de la constitution ;

Vu l'ordonnance N° 18 du 12 septembre 1970 portant création et organisation de la cour de sûreté de l'Etat et fixant la procédure à suivre devant elle
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Est nommé pour un an président de la cour de sûreté de l'Etat, M. Akakpovi Kangni, conseiller à la cour d'appel de Lomé.

Art. 2 — Sont nommés pour un an juges titulaires à la cour de sûreté de l'Etat :

- Colonel Amegi Mawulikplimi
- Colonel Bonfoh Zakari
- Commandant Tidjani Assani
- M. Assouma Abdou, magistrat.

Art. 3 — Sont nommés pour un an juges suppléants à la cour de sûreté de l'Etat :

- Commandant Lawani Adétchessi
- M. Tidjani Douroudjaye, secrétaire général au ministère de l'économie et des finances
- Chef Tchaly de Yo (Kloto)
- M. Gaba Ayité Enyovi, professeur à l'Université du Bénin.

Art. 4 — Est nommé commissaire du gouvernement exerçant les fonctions du ministère public près la cour de sûreté de l'Etat, M. Polo Arégba, procureur général près la cour d'appel.

Art. 5 — Est nommé substitut du commissaire du gouvernement près la cour de sûreté de l'Etat, M. Apaloo Kossi, substitut du procureur général près la cour d'appel.

Art. 6 — Est nommé juge d'instruction à la cour de sûreté de l'Etat, M. Dantey Nyaku, procureur de la République.

Art. 7 — Les présidents et juges de la cour de sûreté de l'Etat, les magistrats du ministère public et de l'instruction, avant d'entrer en fonction, prêteront serment déterminé par la loi, qui sera reçu par le garde des sceaux, ministre de la justice.

Art. 8 — Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 28 octobre 1985
Général G. EYADEMA

DECRET N° 85-164 du 4 novembre 1985 ordonnant la publication de l'accord commercial entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République socialiste Tchécoslovaque, signé à Lomé le 14 avril 1982.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;

Vu la constitution, spécialement en ses articles 15 et 43 ;

Vu l'ordonnance N° 85-21 du 5 septembre 1985 autorisant la ratification de l'accord commercial entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République socialiste Tchécoslovaque, signé à Lomé le 14 avril 1982.

DECRETE :

Article premier — L'accord commercial entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République socialiste Tchécoslovaque, signé à Lomé

le 14 avril 1982, sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 4 novembre 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

ACCORD COMMERCIAL ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE TCHECOSLOVAQUE ET LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

Le gouvernement de la République Socialiste Tchèque et le gouvernement de la République togolaise, Ci-après dénommés Parties Contractantes,

Désireux de consolider les liens d'amitié et de développer les relations commerciales entre les deux pays sur la base de l'égalité et de l'avantage mutuel,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier — Les deux Parties Contractantes mettront tout en œuvre pour encourager et intensifier les échanges commerciaux entre les deux pays.

Art. 2 — L'exportation des marchandises de la République Socialiste Tchèque vers la République Togolaise et de la République Togolaise vers la République Socialiste Tchèque se réalisera en général conformément aux listes « A » et « B », listes à caractère indicatif et non limitatif annexées au présent Accord et qui en font partie intégrante.

— sur la liste « A » figurent les produits à exporter vers la République Togolaise, originaires et en provenance de la République Socialiste Tchèque.

— sur la liste « B » figurent les produits à exporter vers la République Socialiste Tchèque, originaires et en provenance de la République togolaise.

Art. 3 — En vue de favoriser et de faciliter le commerce entre les deux pays, les Parties Contractantes s'accorderont le traitement de la Nation la plus favorisée dans leurs échanges commerciaux, à l'exception :

a) — des avantages que l'une des Parties Contractantes accorde ou accordera dans l'avenir aux pays limitrophes pour faciliter le trafic frontalier ;

b) — des avantages découlant d'une union douanière, d'une zone de libre échange ou d'une intégration économique multilatérale conclue ou qui pourrait être conclue dans l'avenir par l'une des Parties Contractantes et dont l'autre Partie n'est ou ne sera pas membre ;

c) — des marchandises provenant de l'une des Parties Contractantes mais originaires d'un pays tiers auquel l'autre Partie n'accorde pas le traitement de la Nation la plus favorisée.

Art. 4 — Les Parties Contractantes s'engagent à s'accorder les facilités nécessaires pour l'exportation et l'importation des marchandises qui font l'objet du présent Accord conformément à la réglementation en vigueur dans chacun des deux pays.

Art. 5 — Les échanges commerciaux dans le cadre du présent Accord s'effectueront sur la base de contrats à conclure entre les personnes morales de la République Socialiste Tchèque autorisées à effectuer des opéra-

tions de commerce extérieur, d'une part, et les personnes physiques et morales agréées de la République Togolaise, d'autre part.

Les prix des marchandises, objet du présent Accord, seront établis sur la base des prix pratiqués sur le marché mondial et libellés en devises librement convertibles.

Art. 6 — Dans le cadre des législations en vigueur dans les pays en matière d'admission temporaire, les Parties Contractantes s'engagent à exonérer des droits et taxes de douane :

a) — les catalogues prospectus, échantillons et matériels publicitaires destinés exclusivement à la publicité et à la réclame ;

b) — les objets et marchandises destinés aux essais et expérimentations ;

c) — les objets et échantillons de marchandises destinés aux foires expositions ;

d) — les instruments et outillages destinés au montage des stands de foires et expositions ;

e) — Les outillages et matériels importés par des techniciens à des fins de montage ou de réparation.

Les produits et marchandises susmentionnés se verront percevoir les droits de douane et toute autre taxe et redevance, s'ils font l'objet d'une vente.

Art. 7 — Les Parties Contractantes faciliteront le transit des marchandises à travers leurs territoires, conformément à la législation en vigueur dans chacun des deux pays.

Art. 8 — Les Parties Contractantes s'accorderont le traitement de la Nation la plus favorisée en ce qui concerne la navigation, l'usage des installations portuaires, l'approvisionnement des navires et le traitement de leurs équipages, conformément à la législation en vigueur dans chacun des deux pays.

Art. 9 — Dans le but de promouvoir davantage leur coopération commerciale, les deux Parties Contractantes s'efforceront à faire transporter de préférence les marchandises échangées dans le cadre du présent Accord par des navires battant pavillon de chaque Partie Contractante.

La répartition du fret sera définie sur une base équitable. Les frais de transport et les autres conditions seront compétitifs.

Art. 10 — Tous les paiements à réaliser dans le cadre du présent Accord s'effectueront en monnaies librement convertibles acceptées d'un commun accord par les parties aux transactions conformément à la législation en vigueur dans chacun des deux pays en matière d'opération et de contrôle des changes.

Art. 11 — Le présent Accord sera valable pour une période de trois ans. Il sera renouvelable par tacite reconduction, sauf dénonciation formulée par écrit par l'une des Parties Contractantes avec un préavis de trois mois avant la date de son expiration.

En cas de dénonciation, les contrats conclus entre les personnes morales de la République Socialiste Tchèque autorisées à effectuer des opérations de commerce extérieur et les personnes morales et physiques de la République Togolaise seront, jusqu'à réalisation complète, régis par les dispositions du présent Accord.

Art. 12 — Le présent Accord entrera en vigueur à partir de la date de l'échange des notes constatant l'accomplissement des formalités d'approbation conformément à la législation en vigueur dans chacun des deux pays.

Toutefois, il sera applicable à partir de la date de sa signature.

Fait à Lomé, le 14 avril 1982 en deux exemplaires originaux en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République
Socialiste Tchèque Slovaque

Pour le Gouvernement de la République
Togolaise

LISTE "A"

EXPORTATIONS DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE TCHECOSLOVAQUE

- Equipements industriels, par exemple : sucrerie, moulins, brasserie, installations pour la production de ciment, de pneumatiques etc...
- Projets et assistance technique inclus.
- Stations d'arrosage et d'irrigation et les systèmes correspondants, projets et assistance technique inclus.
- Equipements pour le traitement des eaux.
- Equipements médicaux pour les centres médicaux, dentaires etc...
- La recherche géologique de minerais et hydrologie
- Installations pour les fourrages composés
- Travaux de bâtiment par exemple construction routière, des chemins de fer et réservoirs d'eau
- Fours à chaux et briqueterie
- Installations pour la production céramique (carrelage, sanitaire etc...)
- Houblon et malt
- Pâte à papier, papier, papier journal
- Articles sanitaires
- Produits pharmaceutiques
- Textiles en coton, laine et fibres artificielles, vêtements prêt à porter, tapis etc.
- Fils de coton, fibrane et rayonne et fils à coudre
- Chaussures en cuir, caoutchouc et textile, de sport
- Articles de sport et chasse,
- Verres plats, verre à vitre, glaces, bouteilles
- Verres d'éclairage, de laboratoire, technique et verres de tables
- Produits sidérurgiques et métallurgiques
- Articles de quincaillerie pour les ménages et ateliers
- Appareils et articles ménagers
- Lampes tempêtes et lampes à pétrole
- Articles de ménage en porcelaine et en faïence
- Machines d'imprimerie
- Appareils et matériels électriques
- Aciers et fers laminés et de construction
- Machines outils, appareils, équipements et leurs pièces détachées
- Equipements complets des centrales thermiques et hydrauliques, l'installation électrique incluse
- Appareils de radiodiffusion, de télévision, magnétophones et pièces détachées
- Produits réfractaires
- Véhicules, automobiles, motocyclettes, vélomoteurs, vélocipèdes, tram-bus, voitures personnelles jusqu'à 1.300 CM3 trolleybus locomotives diesel et électriques
- Machines et appareils agricoles, tracteurs et pièces détachées, assemblage inclus

- Avions pour l'agriculture et transport civil
- Pneumatiques et chambres à air, toute la gamme
- Convoyeurs et autres articles en caoutchouc
- Articles de bureau et scolaires
- Equipements pour les centres d'apprentissage et écoles techniques
- Générateurs — diesel.

LISTE "B"

EXPORTATIONS DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

- Café vert
- Fèves de Cacao
- Phosphates
- Coton
- Tissus, tricot, jeans, bonneterie
- Articles ménagers en plastique et tuyaux PVC
- Coprah
- Palmistes
- Arachides et dérivés
- Piments et autres épices
- Marbre
- Calcaire
- Ananas et autres fruits
- Huile de palme brute
- Noix de cajou.

DECRET N° 85-165 du 15 novembre 1985 portant nomination d'assesseur suppléant du tribunal spécial pour la répression des détournements de deniers publics.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur la proposition conjointe du garde des sceaux, ministre de la justice et du ministre de l'économie et des finances ;

Vu l'article 16 de la constitution ;

Vu l'ordonnance No 18 du 13 septembre 1972 instituant un tribunal spécial pour la répression des détournements de deniers publics modifiée par l'ordonnance No 80-9 bis du 7 janvier 1980 ;

DECRETE :

Article premier. — M. Ali Atti-Ibi Ayé-Foh, inspecteur des impôts de 2e classe 4e échelon est nommé assesseur suppléant du tribunal spécial pour la répression des détournements de deniers publics en remplacement de M. N'Guissan Komlan.

Art. 2. — Avant d'entrer en fonction, M. Ali Atti-Ibi Ayé-Foh prêtera le serment prévu à l'article 2 de l'ordonnance susvisée du 13 septembre 1972.

Art. 3. — Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre de l'économie et des finances sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 15 novembre 1985

Général G. EYADEMA

DECRET N° 85-166 du 15 novembre 1985 ordonnant la publication de l'accord portant création de la commission mixte Yougoslavo-Togolaise de coopération économique, scientifique et technique, signé à Belgrade le 4 octobre 1984.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;
Vu la constitution, spécialement en ses articles 15 et 43 ;
Vu l'ordonnance No 85-8 du 28 mars 1985 autorisant la ratification de l'accord portant création de la commission mixte Yougoslavo-Togolaise de coopération économique, scientifique et technique, signé à Belgrade le 4 octobre 1984,

DECRETE :

Article premier. — L'accord portant création de la commission mixte Yougoslavo-Togolaise de coopération économique, scientifique et technique, signé à Belgrade le 4 octobre 1984 et dont les instruments de ratification ont été échangés le 29 octobre 1985, sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 15 novembre 1985

Général G. EYADEMA

ACCORD
PORTANT CREATION DE LA COMMISSION MIXTE
YUGOSLAVO-TOGOLAISE DE COOPERATION
ECONOMIQUE, SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Le Conseil exécutif fédéral de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie et le Gouvernement de la République Togolaise (ci-après dénommés : Parties contractantes),

Considérant les liens traditionnels d'amitié et de solidarité qui unissent leurs peuples,

Désireux de promouvoir et de renforcer davantage leur coopération économique, scientifique et technique,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Les Parties contractantes créent la Commission mixte yougoslavo-togolaise de coopération économique, scientifique et technique (ci-après dénommée : Commission mixte).

Article 2.

A la présidence de la Partie yougoslave de la commission mixte sera désigné un des membres du Conseil exécutif fédéral de l'Assemblée de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie, et à la présidence de la Partie togolaise un des membres du Gouvernement togolais. La Commission mixte comprendra également des experts des deux pays.

Article 3.

La Commission mixte examinera les possibilités qui s'offrent à la promotion et à la consolidation de l'ensemble des rapports économiques, scientifiques et techniques, entre les Parties contractantes et prendra des initiatives en faveur de l'amélioration des conditions de coopération dans tous les domaines présentant un intérêt commun pour les deux pays : domaines de la coopération scientifique, technique, culturelle et de l'éducation.

Elle examinera aussi les problèmes susceptibles d'apparaître au niveau de l'interprétation ou de l'application des dispositions des contrats conclus entre les deux pays dans les domaines susmentionnés.

Article 4.

Le cas échéant, la Commission peut créer des groupes de travail ad hoc, qui seraient chargés d'examiner les questions relevant de certains domaines.

Les dispositions du présent Accord n'excluent pas la tenue de réunions ou de consultations périodiques entre les organismes et les experts compétents des deux pays.

Article 5.

La Commission mixte se réunira chaque fois que de besoin alternativement en République Socialiste Fédérative de Yougoslavie et en République Togolaise.

Article 6

Le projet d'Ordre du jour de chaque réunion sera examiné par les deux Parties, par la voie diplomatique, au plus tard 30 (trente) jours avant le début de chaque réunion.

Article 7.

Les résultats de toutes les réunions d'experts visées dans l'article 4 du présent Accord, seront présentés pour examen à la Commission mixte.

Article 8.

Le présent Accord est soumis à la ratification et entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification, conformément aux législations respectives des deux pays, tout en étant applicable provisoirement à partir du jour de sa signature.

Article 9.

Le Présent Accord couvre une période de cinq ans et, à moins d'être dénoncé par l'une des Parties contractantes sous forme écrite six mois avant la date de son expiration, il sera automatiquement renouvelé.

A la demande de l'une des Parties contractantes, le présent Accord peut être modifié d'un commun accord.

Les modifications et les amendements concernant le présent Accord entreront en vigueur dès leur approbation par les parties contractantes.

Fait à Belgrade, le 4 octobre 1984, en deux exemplaires originaux en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour le gouvernement de la
république togolaise
M. Atsu-Koffi AMEGA

Pour le conseil exécutif fédéral de
L'Assemblée de la République Socialiste
Fédérative de Yougoslavie

Dr. Milenko BOJANIC

DECRET N° 85-167 du 15 novembre 1985 ordonnant la publication de l'accord commercial entre le Gouvernement de la République togolaise et le Gouvernement de la République Populaire Démocratique de Corée, signé à Lomé le 3 septembre 1984.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;
Vu la constitution, spécialement en ses articles 15 et 43 ;
Vu l'ordonnance No 85-8 du 28 mars 1985 autorisant la ratification de l'accord commercial entre le Gouvernement de la République togolaise et le Gouvernement de la République Populaire Démocratique de Corée signé à Lomé le 3 septembre 1984,

DECRETE :

Article premier — L'accord commercial entre le gouvernement de la République Populaire Démocratique de Corée, signé à Lomé le 3 septembre 1984, sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Article 2. — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 15 novembre 1985

Général G. EYADEMA

**ACCORD COMMERCIAL
ENTRE
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE
TOGOLAISE**

E T

**LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE
POPULAIRE DEMOCRATIQUE DE COREE.
Le Gouvernement de la République Togolaise
et**

Le Gouvernement de la République Démocratique
de Corée
(ci-après dénommés « Parties Contractantes »),

Animés du désir de développer les relations commerciales entre leurs deux pays sur la base des principes de l'égalité et des avantages mutuels,
Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Les deux Parties Contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le commerce entre les deux pays à l'exception :

a — des privilèges et avantages accordés ou qui pourraient être accordés par l'une des Parties Contractantes aux pays limitrophes pour faciliter le trafic frontalier ;

b — des privilèges et avantages accordés ou qui pourraient être accordés par l'une des Parties Contractantes aux autres pays en vertu d'un accord spécial.

ARTICLE II

Les deux Parties Contractantes mettront tout en œuvre pour encourager et intensifier leurs échanges commerciaux dans le cadre des dispositions du présent Accord et conformément à la législation en vigueur dans chacun des deux pays.

ARTICLE III

L'exportation des marchandises de la République Togolaise vers la République Populaire Démocratique de Corée et de la République Populaire Démocratique de Corée vers la République Togolaise se réalisera conformément aux listes « A » et « B », listes à caractère indicatif et non limitatif annexées au présent Accord et qui en font partie intégrante.

— sur la liste « A » figurent les produits à exporter vers la République Togolaise

— sur la liste « B » figurent les produits à exporter vers la République Populaire Démocratique de Corée.

ARTICLE IV

Conformément aux législations en vigueur dans chacun des deux pays, les deux Parties Contractantes s'engagent à mettre en admission temporaire les marchandises et objets ci-après désignés :

- a — les échantillons commerciaux
- b — les marchandises et objets destinés à des Foires et Expositions et devant être réexportés
- c — les objets et marchandises importés pour répartition, essais et expériences
- d — les instruments et outillages destinés au montage des stands de Foires et Expositions.

Les produits et marchandises susmentionnés se verront percevoir des droits de douane et toute autre taxe et redevance, s'ils font l'objet d'un prêt ou d'une cession à titre gratuit ou onéreux.

Par ailleurs l'importation et l'exportation des Echantillons médicaux, des spécialistes pharmaceutiques, des catalogues, des prospectus et matériels publicitaires seront admises en franchise des droits de douanes dans le cadre de la législation en vigueur dans les deux pays. Lesdits échantillons devant porter la mention « non destinés à la vente » ou « not for sale ».

ARTICLE V

Au titre du présent accord, les livraisons de marchandises s'effectueront sur la base de contrats à conclure entre les sociétés commerciales de la République Populaire Démocratique de Corée autorisée à effectuer des opérations de commerce extérieur d'une part et les personnes morales ou physiques agréées de la République Togolaise d'autre part.

Les sociétés commerciales et les personnes morales ou physiques précitées assumeront, à tout égard, l'entière responsabilité des transactions commerciales qu'elles réaliseront.

Les sociétés commerciales et les personnes morales ou physiques de chacun des deux Etats bénéficieront dans l'autre de la même protection juridique que les sociétés commerciales et les personnes morales ou physiques de cet Etat.

ARTICLE VI

Tous les paiements à réaliser dans le cadre du présent Accord s'effectueront en monnaies librement convertibles acceptées d'un commun accord par les deux Parties Contractantes, conformément à la législation en vigueur dans chacun des deux pays en matière d'opérations et de contrôle des changes.

ARTICLE VII

En vue de développer le commerce entre les deux pays, les deux Parties Contractantes s'accorderont toutes les facilités nécessaires pour l'organisation des foires ou expositions conformément aux lois et règlements en vigueur dans les deux pays.

ARTICLE VIII

Dans le but de promouvoir davantage leur coopération commerciale, les deux Parties Contractantes

s'efforceront à faire transporter de préférence les marchandises échangées dans le cadre du présent Accord par des navires battant pavillon de chaque Partie Contractante étant entendu que la répartition se fera dans la proportion de 50%.

ARTICLE IX

Les deux Parties Contractantes faciliteront le transit des marchandises à travers leurs territoires conformément à la législation en vigueur dans chacun des deux pays.

ARTICLE X

Les deux Parties Contractantes se communiqueront mutuellement les informations nécessaires à promouvoir leurs échanges commerciaux.

ARTICLE XI

Les dispositions du présent Accord continueront à être appliquées à tous les contrats conclus pendant la durée de validité du présent Accord mais qui n'auront pas été entièrement exécutés avant son expiration.

ARTICLE XII

En vue d'assurer l'exécution du présent Accord, une Commission Mixte composée des représentants des deux Parties Contractantes sera créée. Elle se réunira à la demande de l'une des Parties Contractantes alternativement dans les capitales de la République Populaire Démocratique de Corée et de la République Togolaise.

Toutes les décisions prises par la Commission Mixte seront approuvées respectivement par les Autorités Compétentes de chacun des deux pays.

ARTICLE XIII

Le présent Accord sera valable pour une période de trois ans. Il sera renouvelable par tacite reconduction pour une nouvelle période de 3 ans sauf dénonciation formulée par écrit par l'une des Parties Contractantes avec un préavis de trois mois avant la date de son expiration. Il entrera en vigueur à partir de la date de l'échange des notes constatant l'accomplissement des formalités constitutionnelles en vigueur dans chacun des deux pays. Il peut être révisé ou amendé d'un commun accord par les deux Parties Contractantes.

Fait à Lomé, le 3 septembre 1984, en deux exemplaires originaux, l'un en langue française, l'autre en langue coréenne, les deux textes faisant également foi.

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE
TOGOLAISE

Monsieur Pali Yao TCHALLA

Ministre du Commerce et des Transports

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE
POPULAIRE DEMOCRATIQUE DE COREE

Son Excellence Camarade Kim Hyang San

Ambassadeur de la République Populaire

Démocratique de Corée

LISTE A

Exportations de la République Populaire
Démocratique de Corée

- 1 — Machines — outils et outils
- 2 — Machines et instruments agricoles
- 3 — Moteurs électriques, pompes et machines électriques
- 4 — Produits métalliques
- 5 — Matériaux de construction autre que le ciment
- 6 — Produits alimentaires
- 7 — Médicaments
- 8 — Produits chimiques
- 9 — Produits de l'industrie légère
- 10 — Textiles
- 11 — Alcools.

LISTE B

(exportation de la République togolaise)

- A — Café vert
- B — Fèves de cacao
- C — Phosphates
- D — Coton
- E — Epices
- F — Minerais de fer
- G — Huile de palme brute
- H — Sucre.

DECRET N° 85-168 du 20 novembre 1985 accordant grâce individuelle

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 18 de la constitution ;

Vu le jugement N° 6 du 11 mars 1985 rendu par le tribunal spécial pour la répression des détournements de deniers publics,

DECRETE :

Article premier — Une remise totale du reste de la peine est accordée à M. Tcha Tchibara Yacoubi, né le 10 décembre 1946 à Alédjo Kadara (préfecture d'Assoli), fils de Yacoubi et de Nana ex-directeur général de radio Kara, condamné le 11 mars 1983 par le tribunal spécial pour la répression des détournements de deniers publics à dix ans de réclusion pour avoir détourné au préjudice de radio Kara la somme de 1.911.397 francs, somme qu'il a intégralement remboursée.

Article 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 20 novembre 1985

Général G. EYADEMA

DECRET N° 85-169 du 21 novembre 1985 portant nomination de préfets, de sous-préfets et d'adjoints aux préfets.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, notamment en son article 16,

Vu la loi N° 81-8 du 23 juin 1981, portant organisation territoriale, notamment en son article 34,

Vu le décret N° 81-129 du 6 juillet 1981, portant modalités d'application de la loi organique portant organisation territoriale,

Sur proposition du ministre de l'intérieur,

DECRETE :

Article premier — Sont nommés préfets :

Préfecture de la Kozah — M. Baribah Toundé Baba, inspecteur de la jeunesse et sports, en remplacement de M. Libibe Nambath.

Préfecture de Doufelgou — M. Harenga Likouma, instituteur, directeur d'école, en remplacement de M. Djobo Biyao Kpékpassi.

Préfecture de la Binah — M. Adjibodin Ogoutoké, professeur de C.E.G., en remplacement de M. Tiya-dema Bawoulam.

Préfecture de Tchamba — M. Viagbo Kokouvi, assistant médical.

Préfecture de Sotouboua — M. Douti Laré, inspecteur d'enseignement du 1er degré, en remplacement de M. Lamboni Kangbéné Bomboma.

Préfecture du Haho — M. Pepa Yata, directeur de C.E.G., en remplacement de M. Baketo N'Dima.

Préfecture de l'Amou — M. Kpakpo Fidégnon, administrateur-civil, en remplacement de M. Ahiatsi Komla Monyéko.

Préfecture des Lacs — M. Djobo Biyao Kpékpassi, précédemment préfet de Doufelgou, en remplacement de M. Pennaneach Biova Soumi.

Préfecture de Yoto — M. Afodanyi Sénati, administrateur-civil.

Art. 2 — Sont nommés sous-préfets :

Sous-préfecture de l'Avé — M. Abilebou Oukandapéou, instituteur, en remplacement de M. Ekpe Domlan.

Sous-préfecture d'Agou — M. Séibou Atcha Salifou, professeur de C.E.G., en remplacement de M. Ossobe Yakpo Koffi.

Sous-préfecture de Danyi — M. Ossobe Yakpo Koffi, précédemment sous-préfet d'Agou, en remplacement de M. Tomety Ekoué.

Sous-préfecture du Moyen-Mono — M. Adjé Yao, instituteur, conseiller d'orientation.

Sous-préfecture de l'Est-Mono — M. Assih Passinim, précédemment adjoint au préfet de la Kozah, en remplacement de M. Bilante Madjabida.

Sous-préfecture de Blitta — M. N'Poh Ossata, instituteur, directeur d'école.

Sous-préfecture de Denkpen — M. Banqué Laré Bakari, attaché d'administration en service au port de Lomé.

Sous-préfecture de Tandjoaré — M. Kwassi Kokou, instituteur.

Sous-préfecture de Kpendjal — M. Gbandi Essoufa, précédemment adjoint au préfet de Tchaoudjo, en remplacement de M. Lengué Kossi.

Art. 3 — Sont nommés adjoints aux préfets :

de la Kozah — M. Bilante Madjabida, précédemment sous-préfet de l'Est-Mono, en remplacement de M. Assih Passinim.

de Tchaoudjo — M. Bassawou Koffi Glova, conseiller pédagogique, en remplacement de M. Gbandi Essoufa.

de Sotouboua — M. Tchalla Mawaki, instituteur

en remplacement de M. Ali Kossi.

de l'Ogou — M. Ekoué Kokou, instituteur
de l'Amou — M. Akpandja Nomba, adjoint-administratif.

du Haho — M. Biteniwé Koffi, instituteur

de Vo — M. Tamedzo Kwassi Sewonu, instituteur

de Yoto — M. Kpalla Nabrisiba, instituteur.

de Zio — M. Salla Kouévi Aguidi, instituteur, en remplacement de M. Badjana H. Warféi.

des Lacs — M. Gavi Tata, instituteur, directeur d'école, en remplacement de M. Koudadjé Kpoti Kpobada.

Art. 4 — MM. Ahiatsi Komla Monyéko, Nambath Libibe, N'Dima Bakéto, Tiya-dema Bawoulam, Pennaneach Soumi Biova, Lamboni Kangbéné Bomboma, Ekpe Komlan, Tomety Ekoué, Lengue Kossi, Ali Kossi, Badjana H. Warféi et Pissang Halatom, adjoint au préfet de la Binah, sont remis à la disposition du ministère du travail et de la fonction publique.

Art. 5 — Le traitement des préfets, des sous-préfets et des adjoints aux préfets, sera supporté par le budget général, chapitre 14, article 5, paragraphe 1.

Art. 6 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 21 novembre 1985

Général G. Eyadéma

DECRET N° 85-170 du 22 novembre 1985 accordant grâce individuelle.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 18 de la constitution ;

Vu le jugement N° 2 du 5 mars 1985 rendu par le tribunal spécial pour la répression des détournements de deniers publics,

DECRETE :

Article premier — Une remise totale du reste de la peine est accordée à M. Gaba Messan Atti, né le 9 décembre 1953 à Glidji (préfecture des Lacs) fils de Gaba Ayité et de Matthia Bobovi, ex-régisseur du dépôt de Togopharma à Vogan, condamné le 5 mars 1985 par le tribunal spécial pour la répression des détournements de deniers publics pour avoir détourné au préjudice de Togopharma la somme de 552.441 francs, somme que l'intéressé a intégralement remboursée.

Art. 2 — Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 22 novembre 1985

Général G. Eyadéma